

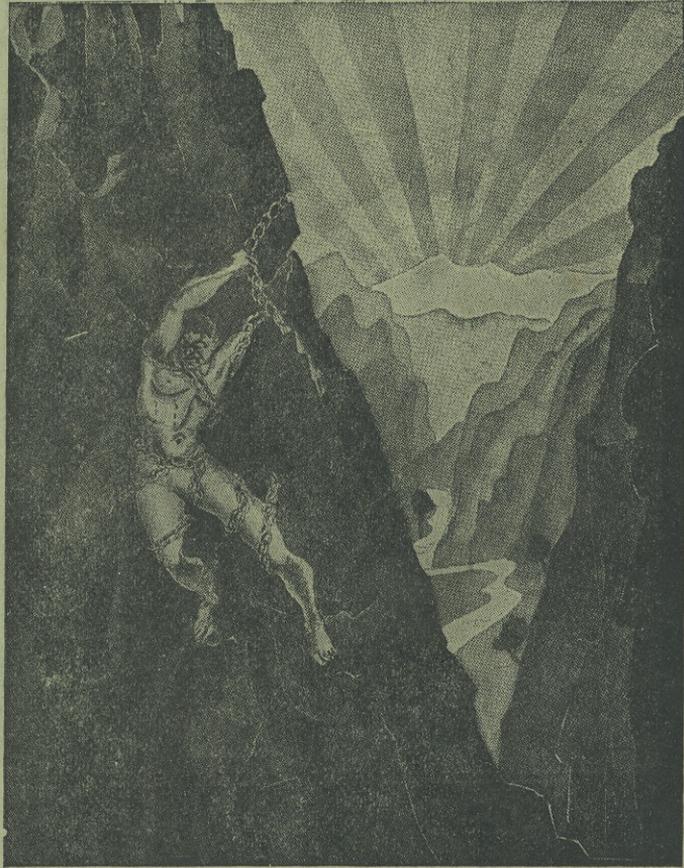
PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ETRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples

du

CAUCASE { Géorgie
Azerbaïdjan,
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN



Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Au Congrès d'Amsterdam.	***
La voix des peuples opprimés	***
L'esprit russe	G. G.
En Azerbaïdjan	A. KAPLAN
Procès de classe ou terreur nationale	M. TCHOKAEF
La dernière étape.....	I. TCHOULIK
Michel Dragomanov (<i>suite</i>).....	L. LAMOUCHE
Aperçu général du projet du pacte de la Confédération des Etats du Caucase.....	M. M.
Ce qu'écrivent les bolcheviks au sujet de l'entrée de la Turquie à la S. D. N.	M. T.
La voix de la Jeunesse Polonaise	
Une mise au point.....	

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Caucase du Nord.

BIBLIOGRAPHIE

Professeur Louis LE FUR : *La Géorgie et le Droit des Gens.*

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

AU CONGRÈS D'AMSTERDAM

Le gouvernement de Moscou se trouve de toute évidence dans une impasse sans issue. Il voit un gouffre se creuser devant lui : le mécontentement des peuples opprimés est grand dans tout l'empire, l'échec du plan quinquennal menace d'ensevelir sous ses décombres tout le système soviétique et l'isolement complet dans le monde ne présage rien de bon... C'est de ces difficultés qu'est né le Congrès d'Amsterdam.

Il devait se tenir primitivement à Genève mais le gouvernement fédéral s'y opposa. Les bolcheviks tentèrent alors de se réunir en Grande-Bretagne; ils échouèrent devant le refus du gouvernement, qui invoqua « la tendance exclusivement communiste du Congrès ». On n'osa pas pressentir la France, car on savait qu'on se serait heurté à une opposition formelle. Finalement, le gouvernement néerlandais accorda, non sans quelques réserves, son autorisation. Le Congrès s'ouvrit donc le 27 août dernier à Amsterdam.

Convoqué d'abord sur une large base de lutte contre la guerre, il s'ouvrit, en définitive, sous la bannière du marteau et de la faucille au mot d'ordre : « Contre la guerre impérialiste ». Tout le monde sait que ce mot d'ordre, lancé par l'Internationale communiste, agent de recrutement du gouvernement de Moscou, ne signifie nullement lutte contre toute guerre et contre toute guerre impérialiste. Il signifie en réalité : « Défense de l'U.R.S.S. »

Ce qui est piquant dans toute cette histoire, c'est le rôle que s'arrogé le gouvernement de Moscou : sans gêne aucune et sans le moindre souci de mensonge et de duplicité, il se proclame « défenseur des peuples opprimés ». Mais l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan, pour ne parler que d'eux, ne sont-ils pas des peuples opprimés par l'impérialisme soviétique ? Peut-on seulement imaginer une guerre plus impérialiste que celle qui avait été déclenchée par le gouvernement de Moscou, en 1918-1921, contre ces peuples alors si heureux d'avoir brisé d'un commun effort les chaînes d'esclavage de l'impérialisme russe et de s'être constitué en Etats libres et indépendants. Les Soviets qui renient maintenant — pour esquiver l'obligation de payer les dettes — tout héritage du régime tsariste, sont bien loin de renoncer à l'esprit de conquête et de domination. Ils brisèrent l'indépendance des peuples récemment affranchis et les plièrent de nouveau sous la férule moscovite. Comment qualifier ces actes criminels ?

Les discours enflammés prononcés, rue Ferdinand-Bolstraat, à Amster-

040060000
0000000000000

dam, dans une salle à demi vide, ont bien prouvé que le fameux Congrès se moquait bien du sort des peuples opprimés. Ce qui l'intéressait, c'était la propagande en faveur et au bénéfice exclusif du gouvernement de Moscou qu'il faudrait défendre à tout prix et par tous les moyens légaux et illégaux, on ne sait trop pourquoi. Heureusement, la civilisation européenne est peu favorable à la diffusion d'une doctrine qui ne peut avoir de prise que sur des peuples arriérés, primitifs et incultes. En Europe, bien rares sont ceux, à quelque catégorie sociale, à quelque caste intellectuelle qu'ils appartiennent, qui acceptent un appel aussi hardi que stupide de trahir leur propre patrie pour soutenir l'impérialisme soviétique le plus néfaste et le plus sanglant que le monde ait jamais connu.

En effet, que signifie « défense de l'U.R.S.S. » ? Cela signifie soutenir un gouvernement égorgeur de la liberté, spoliateur et dominateur, qui empoisonne le monde avec son idéologie guerrière et militariste; cela signifie prolonger inutilement la lutte héroïque des peuples qui gémissent sous l'impérialisme soviétique; cela signifie prolonger la souffrance, la faim et la misère; cela signifie enfin barrer la route au rayonnement moral et intellectuel de l'Europe... Cela est évident pour tous les yeux qui voudraient voir la réalité et non pas des mirages.

Voilà pourquoi le Congrès soi-disant « mondial » et « contre la guerre » sombra dans le ridicule et le mépris général.

La Voix des Peuples opprimés

En ouvrant le prétendu « congrès mondial contre la guerre », le communiste Barbusse, principal organisateur et président de ce congrès, a dit, — entre tant de mensonges bolchevistes destinés à tromper l'opinion publique, — que « les peuples opprimés » avaient répondu à son appel. Il a ajouté : « Ce congrès qui commence aujourd'hui est un congrès ouvert, libre. »

La vérité est que ce congrès n'a été ni ouvert ni libre, et qu'il a été organisé par les agents bolcheviks et naturellement en faveur des oppresseurs moscovites contre les peuples opprimés. La preuve en est qu'on n'a pas admis à ce congrès le délégué des peuples opprimés du Caucase, M. Georges Gvazawa. Ce dernier lui a adressé alors, au nom du Comité d'indépendance du Caucase, la déclaration suivante :

En 1918, les peuples du Caucase : la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Caucase du Nord, se déclarèrent libres et se constituèrent en Etats indépendants. En peu de temps ils redressèrent leur vie nationale et sociale, créèrent les conditions nécessaires pour le libre développement de l'activité humaine et s'engagèrent dans la voie tracée par l'évolution générale de la démocratie européenne. Tous ces pays dont l'indépendance avait été universellement reconnue, n'aspiraient plus qu'à la formation d'un Etat Confédéré du Caucase et d'une véritable démocratie au carrefour de deux continents, ce qui aurait joué un rôle primordial pour le maintien de la paix générale et de l'équilibre économique du monde.

Mais les bolcheviks russes se montrèrent trop fidèles à l'esprit de conquête et de domination légué par le tsarisme. Ils déclarèrent une guerre impérialiste contre les Républiques caucasiennes. Ils envahirent le Caucase du Nord, brisèrent la République d'Azerbaïdjan et submergèrent la Géorgie.

Depuis ce moment, voilà déjà douze ans, le Caucase tout entier se trouve en état de guerre avec les envahisseurs.

Je suis autorisé de déclarer que les peuples du Caucase sont résolus à continuer la lutte, si atroce soit-elle, aussi longtemps qu'ils resteront sous la domination de l'impérialisme soviétique.

Signé : Georges GVAZAWA,

Délégué du Comité d'indépendance du Caucase.

Une déclaration analogue fut faite au nom de l'Ukraine et du Turkestan.

L'ESPRIT RUSSE

*« Ici règne l'esprit russe,
 On sent l'odeur de la Russie. »*

POUCHKINE.

Il y a naturellement des Russes dont on ne saurait méconnaître l'élévation d'esprit et la noblesse de caractère. Voici par exemple une petite histoire qui eut lieu pendant l'invasion de l'armée soviétique en Géorgie :

Un détachement de cavalerie rouge venait d'occuper un petit village. L'officier qui commandait le détachement choisit la maison de Mme Abachidzé pour y passer la nuit. Il s'engouffra dans une chambre et demanda qu'on lui servît un bon souper et du bon vin de Kakhétie. Pas de réponse : la maison paraissait morte. L'officier s'impacienta, se mit à frapper du poing sur la table et à lancer des jurons puisés dans le vocabulaire russe. Furieux, il appela la maîtresse de la maison.

— C'est ainsi que vous nous accueillez ? cria-t-il rageusement ; pourtant, à Signagh, nous avons été reçus à bras ouverts.

— A Signagh, c'est possible, répondit tranquillement Mme Abachidzé : il y a là beaucoup d'éléments étrangers. Moi, je suis Géorgienne.

L'officier resta un instant bouche bée, puis il sortit sans rien dire. Le lendemain il se présenta de nouveau, cette fois en tenue d'apparat, tout constellé de décorations. Il entra dans la maison, salua respectueusement Mme Abachidzé et lui dit :

— Madame ! je suis colonel de l'ancienne armée impériale... Je comprends votre douleur... Excusez-moi !

Il lui baisa la main et s'en alla, tête baissée.

Voilà donc un officier de l'armée rouge qui comprend la douleur du pays envahi et occupé par la Russie soviétique. Mais les Russes en général, ceux tout au moins qui ont la prétention d'être l'interprète de l'opinion

33775

publique russe, comprennent-ils cette douleur ? Non, ils n'ont aucun désir de la comprendre comme s'il s'agissait exclusivement de l'intérêt de la Géorgie et non pas de l'honneur national de la Russie. Le général Denikine, sans le moindre souci de contradiction, consent à la délivrance de la Géorgie du joug soviétique mais à condition que le drapeau russe soit planté là, symbole de la domination moscovite. M. Milioukov n'a pas honte de falsifier des documents historiques pour prouver le soi-disant droit de la Russie sur la Géorgie. M. Avksentiev, jaloux de la logique du général Denikine, reconnaît l'indépendance géorgienne, mais seulement dans un Etat fédératif russe.

Mais le record du mensonge et de la mauvaise foi vient d'être battu par un certain Rennikov, rédacteur au *Vozrojdenie*. L'occasion lui en est fournie par M. Louis Forest qui a consacré dans le *Matin* un émouvant article sur la situation actuelle de la Géorgie. Pour mieux comprendre « l'esprit russe » de M. Rennikov, citons d'abord ce lumineux passage de l'article de M. Forest :

« Celui qui me parlait était un Géorgien pensif et réfléchi, écrit M. Forest. Je lui demandai une explication.

— Vous savez, me dit-il, que mon pays a été écrasé par les bolcheviks, mais nous sommes deux millions qui, depuis onze ans, résistons au joug qui nous fait horreur. Tiflis, notre capitale, est en apparence tranquille. Quand un étranger passe, les autorités russes font ce qu'elles font partout. Elles le conduisent où il leur plaît; et, terrorisés par la police implacable, nos citadins se taisent. Mais, pour comprendre la situation vraie, il faudrait rendre visite à la femme-soleil.

— La femme-soleil ?

— C'est une jeune femme, humble paysanne de vingt-deux ans, qui mène, depuis dix mois, une guerre d'indépendance. Son père même s'est enrôlé sous son commandement. Elle a nettoyé des bolcheviks de vastes régions dans nos montagnes. Nos paysans ont goûté du communisme. Ils n'en veulent plus. Obéir à Moscou ?... Ils aiment mieux mourir. Les Russes, naturellement, ont recours à leurs habituelles cruautés. En 1924, il ont, en trois jours, fusillé huit mille hommes ! Mais la femme-soleil tient sur les hauteurs. Jamais, à moins d'extermination totale, notre vieux pays ne se résignera au bolchevisme. Nous sommes un peuple antique, de civilisation ancienne. Comment accepterions-nous le joug d'étrangers qui nous sont inférieurs de loin et ne nous tiennent que par leurs masses brutales et primitives.

C'est ainsi, conclut M. Forest, que j'ai appris qu'au Caucase une Jeanne d'Arc est ressuscitée, née des entrailles même du peuple, qui tient la montagne et qui, selon la coutume du pays, a été surnommée la femme-soleil. »

L'article fait honneur à l'illustre publiciste. Tandis que les journaux russes gardent le mutisme sur la tragédie qui se déroule en Géorgie, voilà un Français qui soulève de sa plume frétilleante d'esprit un coin du voile jeté par l'indifférence générale sur ce malheureux pays, pourtant universellement reconnu comme Etat indépendant. Il dit la vérité et rien que la vérité, mais c'est justement la vérité qui exaspère M. Rennikov. Lisez plutôt :

« Je ne pense pas, écrit-il, qu'en publiant l'interview avec le « Géorgien pensif et réfléchi », notre honorable confrère, M. Forest, ait voulu nous offenser, nous Russes. Evidemment non; notre collègue a été tout simplement entraîné par le sujet. Jeune fille... L'épée à la main... ou la flèche... un corps vierge sous une cuirasse étincelante à la Cosaque Tcherkesse. Sur la tête un « kokochnik »,

style samovar. Aux yeux, le rayonnement d'une flamme, caractéristique pour l'âme slave... Et la bouche lançant le terrible cri de ralliement géorgien : « Volga Volga ! mère bien-aimée ! »

N'allez pas croire que c'est là le délire d'un fou ? Non. Pas le moins du monde. Chaque mot de cette tirade est pesé, bien calculé et employé sciemment dans le double but : de ridiculiser la lutte héroïque d'un petit peuple pour sa délivrance et d'égarer l'opinion publique sur la question géorgienne. Vous n'avez pas été sans remarquer les expressions telles que « kokochnik », « style samovar », « âme slave », « Volga ! Volga ! » Il faut bien créer l'impression qu'il ne s'agit là que d'une « terre russe » et du rayonnement de la culture russe. Malheureusement, ce rayonnement s'épuise par le kokochnik, absolument inconnu en Géorgie, et par le samovar. Encore une petite glissade d'insensible façon et nous avons déjà « âme slave » en Géorgie. La Volga même est déplacée et transposée au Caucase pour servir de cri de ralliement aux Géorgiens. Vous voyez bien : la Géorgie n'existe pas. Tout est russe : parure vestimentaire russe, ustensile de cuisine russe, âme et caractère russes, cri de ralliement russe et le fleuve même russe.

Pauvre Renikov, comme cela rappelle les popes russes qui, dans leur enthousiasme acharné pour la sainte Russie, se jetaient sur les cathédrales et sur les monuments historiques de Géorgie et se mettaient à badigeonner de chaux les murs majestueusement ornés d'anciennes peintures et d'inscriptions géorgiennes, pour les remplacer par des images et des inscriptions russes. Pourquoi ce vandalisme ? Mais il fallait bien montrer au monde que ce n'est point la Géorgie qui, depuis le IV^e siècle, fut l'avant-garde de la Chrétienté en Orient, mais la Russie qui cependant n'existait pas à cette époque, pas plus que la Moscovie. M. Rennikov ne fait pas autre chose : il « badigeonne » l'effort héroïque d'un petit peuple qui s'est dressé contre la barbarie russe et, pour enrayer la sympathie universelle qui s'accroît de plus en plus pour ce peuple martyr, il jette sur la balance toutes les armes qu'il trouve dans l'arsenal de culture russe : le kokochnik, le samovar, l'âme slave et jusqu'à la Volga. Quelle misère !...

*
**

« Ecoute, Forest, écoute ! » vocifère M. Rennikov. « Parole d'honneur, le peuple géorgien est aussi peu opprimé par le peuple russe que ne l'est, par exemple, le peuple breton par le peuple français. »

N'est-ce pas insolent de la part d'un réfugié chassé de chez lui par la volonté de son peuple, de se permettre d'ulcérer ainsi, par une comparaison, aussi hardie que stupide, l'amour-propre du pays qui lui a accordé une si généreuse hospitalité ? Qu'y a-t-il de comparable entre la France et la Russie ?

Qu'on le veuille ou non, c'est un fait historique incontestable : la Géorgie a été de tout temps l'avant-garde de la chrétienté. Elle a joué, pour le progrès et la sauvegarde de la civilisation européenne, un rôle, en Orient, parfaitement comparable à celui qu'a joué l'Espagne en Occident. Elle a deux traités dûment conclus, l'un avec le gouvernement impérial russe (1783), l'autre avec le gouvernement soviétique russe (1920). Ces traités lui garantissent solennellement et *sans réserve* l'intégrité de son territoire et la souveraineté nationale. Elle a été reconnue comme Etat indépendant par presque toutes les puissances étrangères. Malgré tout cela, la Géorgie vient



d'être une fois de plus supprimée en tant qu'Etat indépendant par un empire de proie : elle a été envahie et occupée par l'armée soviétique; ses biens sont confisqués, son économie bouleversée, sa population réduite à l'esclavage. « En trois jours on a fusillé huit mille Géorgiens ». Et la saignée continue... M. Rennikov donne sa parole d'honneur que c'est justement l'histoire de la Bretagne opprimée par la France, exactement de la même façon ! On peut en juger sur la valeur de son honneur. La mauvaise foi ne peut aller plus loin.

*
**

« Les Géorgiens sont un peuple antique, de civilisation ancienne ? » s'exclame M. Rennikov, « mais, que diable, nous avons aussi une certaine civilisation. » Laquelle ? La Géorgie en effet a été gratifiée de deux bienfaits : du servage, après la première invasion sous le régime tsariste, et du bolchevisme, après la deuxième, sous le régime soviétique. On voit la portée du rayonnement de la culture russe.

Mais « la Russie est une chose, le bolchevisme en est une autre », réplique M. Rennikov, et avec une ironie narquoise, il ajoute : « Et Staline ? n'est-il pas un Géorgien pensif et réfléchi ? »

C'est entendu, il est Géorgien, mais qui l'a porté au pouvoir suprême ? Ce n'est certes pas le peuple géorgien, c'est le peuple russe. En Géorgie, il n'a jamais exercé la moindre influence, alors qu'en Russie il a été élevé sur le pavois et porté avec quel enthousiasme... Le peuple russe a le droit naturellement de se choisir un maître et de lui confier le knout traditionnel. C'est son affaire. Mais pourquoi le peuple géorgien doit-il être écrasé sous la ruée des barbares, pourquoi doit-il être envoyé à l'assaut de l'Europe qu'il admire ? Voilà la question.

M. Rennikov appelle cela « collaboration pacifique des peuples de Russie ! »

*
**

« Après tout, continue le publiciste russe, est-ce donc aussi cruel que de donner aux Géorgiens des lycées, des chemins de fer, des chaussées, un urbanisme ?... »

Malheureusement, la Russie elle-même n'avait rien de tout cela à l'époque de la mainmise russe sur la Géorgie (1801), et par conséquent elle ne pouvait rien donner. Par contre, la Géorgie possédait avant l'invasion russe des centaines d'écoles primaires et deux écoles supérieures à Tiflis et à Telav. Toutes ces écoles furent fermées par suite de la confiscation de tous les biens de l'Eglise et de l'Etat géorgiens.

La Géorgie d'alors n'avait pas certes de chemins de fer pour la simple raison que la traction à vapeur n'était pas encore inventée. En 1801, ce n'est pas seulement la Géorgie qui en était dépourvue, mais la patrie même de Stephenson n'en avait pas encore rêvée. Ils furent construits beaucoup plus tard, avec la main-d'œuvre géorgienne et le capital étranger. Nous voilà amenés à la question des dettes russes. La Russie s'obstine à ne rien payer, la Géorgie, elle, ne demande que la liberté de régler sa part de dette.

Ne parlons pas de chaussées et d'urbanisme. Il est évident que la Géorgie eût été beaucoup plus avancée dans tous les domaines de l'activité créatrice sans l'arrêt forcé de son évolution normale. Elle l'a bien prouvé pendant sa courte existence libre et indépendante avant l'invasion soviétique.

Mais M. Rennikov s'entête : il renverse l'histoire et la logique. « Est-ce cruel, s'écrie-t-il, que d'initier les Géorgiens à la civilisation européenne. » Vous entendez ? C'est la Russie qui nous aurait initiés à la civilisation européenne ! Et par quelle voie ? Probablement par la voie d'Arkhangelsk et de l'Océan glacial. Mais, mon Dieu, la Géorgie n'en avait pas besoin. Elle se mouvait depuis l'antiquité dans le champ magnétique de la civilisation gréco-latine. L'intervention de la Russie n'a fait que détourner la Géorgie de la voie si large et si naturelle qui l'attache à l'Europe, et aux rivages ensoleillés de la Méditerranée.

La Russie a coupé ces relations; elle a étouffé un peuple qui, malgré son histoire orageuse, a su donner au cours des siècles la mesure de son génie. *La Peau de Léopard* de Roustaveli n'en est-elle pas une preuve éclatante ? Cette œuvre sublime parut au xix^e siècle, c'est-à-dire à une époque où l'Europe tout entière, malgré le magnifique héritage qu'elle avait reçu de l'antiquité, n'avait rien créé de pareil dans le domaine intellectuel. Cela seul suffit pour qu'une place soit réservée à la Géorgie dans le plan général de l'humanité.

Mais allez en convaincre les Rennikov dont la mentalité est foncièrement réfractaire à toute idée d'équité et de justice. Furieux contre la Société des Nations qui a posé la question géorgienne, ils ne trouvent pas de mots assez cinglants pour railler la grande institution genevoise et tout le mouvement général qui la soutient. Les bolcheviks ne font pas autre chose pour imposer au monde civilisé les lois de la jungle. Malheureusement pour eux, l'histoire suit son cours et le jour n'est pas éloigné où les griffes de l'Ours moscovite seront rognées afin que soient mis en sûreté l'esprit, la variété et l'équilibre du monde.

En attendant, consolons-nous de ces beaux vers de Rostand :

« Comme, sur les pourpoints, font d'amusantes taches
Le fiel des envieux et la bave des lâches. »

G. G.



En Azerbaïdjan

Le 17 juillet, à Bakou et ses environs, où se trouvent des usines et des fabriques, les bolcheviks organisèrent un meeting d'ouvriers. Au cours de ces réunions on discutait les résolutions du IX^e congrès des syndicalistes de Moscou, et le discours du camarade Kaganovitch en particulier.

Le *Bakinki Rabotchi* du 24 juillet communique que dans maints endroits on n'a pas réussi à organiser ces meetings et que, d'autre part, à ceux qui ont eu lieu, on constatait l'absence de la plupart des invités. C'est ainsi notamment qu'à la fabrique du nom de Schmidt, où sont employés 3.800 ouvriers, 150 personnes au plus assistaient au meeting, que 4 secrétaires sur 27 y étaient venus et que sur les 2.000 communistes que compte la fabrique, 24 seulement et 7 komsomols étaient présents.

Les usines du nom de Piatakov, où travaillent 1.500 ouvriers, n'ont fourni que 150 hommes. Dans la zone de naphte « Boukhta », où sont occupés également 1.500 ouvriers, 200 hommes seulement sont allés au meeting. Aux usines de pétrole, des 4.000 ouvriers qu'elles comptent, seuls 100 hommes s'y rendirent.

Ce qui est significatif, c'est que pas un des ouvriers des tramways n'a assisté aux meetings. Dans d'autres gisements de naphte, plus importants encore, comme à Montina, à Kertchenski, à Ordjonikidze, par exemple, on observait une abstention encore plus significative. Quelle en est la cause ?

Le journal *Bakinski Rabotchi* l'explique tout simplement par la mauvaise préparation des meetings par ses organisateurs, qui n'ont pas su faire une propagande nécessaire et se sont bornés d'envoyer une invitation au meeting. Cependant, comme l'explique ce journal, les leaders du parti auraient dû prendre en considération les tendances et la psychologie des nouveaux cadres d'ouvriers en même temps que la situation créée par ces facteurs. Ces leaders auraient dû comprendre qu'il fallait attirer de nouveaux ouvriers dans les meetings, tandis qu'en les laissant « tranquilles », on risquait de les voir se désintéresser de tous les meetings en général. Telle est l'explication du journal *Bakinski Rabotchi*. Certes, elle n'est pas compliquée. Dès lors, nous posons la question suivante : Pourquoi donc les ouvriers, lorsqu'on les laisse tranquilles, ne fréquentent point les meetings et ne s'intéressent point en général à aucune des questions proposées par les leaders du parti communiste. Il paraît que les directeurs des fabriques et des usines disent, « que pendant les meetings on devrait discuter les questions touchant les salaires, les coopératives, les restaurants d'ouvriers, aussi bien que les progrès réalisés dans le domaine culturel » ; or, ces questions même n'intéressent point les ouvriers. A en juger par le journal *Bakinski Rabotchi*, on est porté à supposer que l'opinion des directeurs ne correspond point à la réalité. Evidemment, il serait préférable d'entendre des ouvriers eux-mêmes l'explication de cette indifférence envers les meetings et de connaître leur point de vue en général. Pourquoi ne se réunissent-ils point ? Pourquoi fuient-ils les meetings ? Pourquoi les ouvriers, sous la dictature du prolétariat veulent-ils ignorer l'initiative de leurs leaders ?

Après le rapport du camarade Feinberg, à l'usine du nom de Schmidt, les ouvriers Aroustomiane, Djaffar-Oglou, Vlassov déclarèrent ce qui suit : « Nous nous réunissons tous les jours, et nous perdons cinq heures à dicter telle ou telle question; nous prenons des résolutions qui ne sont jamais prises en considération; cependant nous disons tout haut, que la nourriture que nous mangeons est de mauvaise qualité, que la cuisine où l'on prépare la nourriture est dans un état abominable et dans des conditions absolument anti-hygiéniques. La première condition, pour la bonne marche du travail le lendemain, est de toute évidence une bonne nourriture, aussi bien au point de vue de la qualité que de la quantité. L'ouvrier crée et pour cette création il faut qu'il ait de la force; or, cela ne s'obtient que grâce à une bonne nourriture et en quantité suffisante; mais vous voyez bien que les conditions de l'alimentation sont répugnantes. Quant aux ouvriers qui travaillent la nuit, leur situation est encore pire. Ces ouvriers ne reçoivent même pas de thé et de sucre en quantité suffisante. L'influence des dirigeants responsables dans les usines et dans les fabriques baisse tous les jours. Nous, les ouvriers, dans un Etat ouvrier, nous ne pouvons trouver aucune organisation qui s'intéresse à l'alimentation des ouvriers et qui s'en occupe. En un mois, « par mégarde », 500 ouvriers ont produit moins qu'ils ne le devaient. Personne parmi les communistes responsables ne prête attention à leurs plaintes ni à leurs prétentions. Cependant on sait bien que, dans maintes usines, les femmes travaillent à côté des hommes. Or, on n'a pas encore organisé pour elles des chambres à coucher séparées. »

Dans la région de naphte « Boukhta », l'ouvrier Seïfoula commentant le rapport du camarade Petchorski, expliqua la cause de l'absence des ouvriers aux meetings par l'ignorance de la langue russe des ouvriers turks, qui forment la majorité dans ce rayon. « Quel intérêt, dit-il, peut présenter un meeting pour celui qui des heures entières reste assis sans comprendre un seul mot ou qui apprend par bribes le contenu du discours grâce à un voisin complaisant. » D'autre part, ce même ouvrier se plaignait de la terreur et du despotisme exercés dans leur milieu par les cellules bolchevistes et par les tchékistes, qui ne laissent absolument aucune possibilité aux ouvriers d'exposer librement leurs pensées aux meetings. Si par hasard un ouvrier ose critiquer la situation économique, le lendemain il est puni, d'une façon ou de l'autre. Généralement, on lui diminue son salaire ou on le prive pour quelque temps et sans aucune explication de sa ration.

Le journal *Bakinski Rabotchi* lui-même pose la question suivante dans son article de fond : « Quelle est la situation des restaurants d'ouvriers près les usines et les fabriques ? »

La voici : « Exiguité, files, rixes, anarchie, désordre, nourriture malsaine... » Aux réunions on crie : « Nous vous l'améliorerons, nous accomplirons votre désir 100 pour cent. » Mais, en réalité, on ne fait rien. Les communistes, qui se tiennent loin de la vie des travailleurs et qui se sont plongés profondément dans le bureaucratisme communiste, se bornent à déposer des résolutions. Or, l'on ne saurait nourrir les ouvriers affamés avec de simples résolutions.

« Comme si ceux qui se sont terrés dans le bureaucratisme communiste, qui veulent ignorer les besoins des travailleurs, ceux encore qui dissimulent les rations des ouvriers pour les vendre ensuite en secret

étaient des gens d'une autre espèce, des rédacteurs, des collaborateurs du journal *Bakinski Rabotchi*. »

Ces directeurs n'ont pas le courage civique pour voir, pour reconnaître leurs erreurs. La chère collègue oublie que le mot « courage civique » a disparu depuis longtemps du dictionnaire sous le régime communiste. Ce qui est surprenant, paradoxal même, c'est que le journal même critique la déplorable situation des travailleurs azerbaïdjanais et qu'il cherche les coupables parmi les petites gens, dans les milieux ouvriers, oubliant que la faute en est au régime, à sa politique économique. Et si tant est qu'il faut chercher les coupables, il faut alors remonter bien haut dans la hiérarchie communiste, observer de près les gens qui se trouvent au gouvernail du gouvernement. C'est à eux qu'il faut parler. Les gens qui écrivent dans les colonnes du journal *Bakinski Rabotchi* voient parfaitement la réalité soviétique et s'il leur arrive d'écrire des articles de critique ce n'est que dans le but de tranquilliser les ouvriers. Il n'y en a pas moins un « mais »... Les déclarations faites par les ouvriers eux-mêmes au cours des meetings, la critique qu'ils exposent au sujet de la situation économique et financière, les vives attaques contre le pouvoir et les articles parus dans les journaux communistes en faveur des ouvriers sont autant de symptômes significatifs. Tout cela montre que le régime soviétique ne sent plus cette force qu'il ressentait il y a quelques cinq ou six ans. La famine qui se fait sentir en Russie méridionale, l'échec de la collectivisation, l'état anarchique des transports, obligent les bolcheviks à avaler les pilules qui leur sont administrées par les ouvriers pendant les meetings. De leur côté, les bolcheviks imaginent comme « moyen de les calmer » d'agiter le spectre de prétendues perspectives de guerres sanglantes et de dangers de contre-révolution. En un mot, le pouvoir soviétique se trouve dans une impasse en présence des justes revendications des ouvriers et de leur critique. Que de choses invraisemblables n'a-t-on pas raconté aux ouvriers, mais ces chansons n'agissent plus sur les nerfs des ouvriers; la classe ouvrière dans ce « royaume prolétarien » ne croit plus à la sincérité et à la vitalité du régime.

*
**

Notre correspondant de Stamboul signale que le Caucase et plus particulièrement l'Azerbaïdjan sont sur un pied de guerre; tout déplacement d'un point à un autre est soumis à un rigoureux contrôle. Les paysans qui reviennent de la ville sont soigneusement fouillés. En beaucoup d'endroits de l'Azerbaïdjan des arrestations en masse d'intellectuels et de paysans s'opèrent. Dans toute une série de districts les attaques de partisans se multiplient tandis que croît un mouvement d'anarchie. La région comprise entre Kazakh et Gandja et entre cette ville et Cheki se trouve dans la main des insurgés. Dans nombre d'endroits des détachements d'insurgés opèrent sous le commandement de certain Ilias. Dans la région montagneuse du Karabagh opère le groupe de Mir Medjid au nombre de 200 fusils. La population du Caucase et de l'Azerbaïdjan en particulier est fortement troublée. Le régime de terreur et d'oppression dont souffre la population la pousse à se soulever; des bruits de guerre circulent. Les régiments nationaux d'Azerbaïdjan et de Géorgie ont été envoyés en Extrême-Orient; seuls, deux régiments azerbaïdjanais sont restés en Azerbaïdjan. Les communistes et les komsomols (jeunesses communistes) ont été appelés sous les armes et répartis dans différentes casernes. De tous côtés

les communistes organisent des meetings, engageant la population à se soulever contre l'U.R.S.S. mais l'on remarque en eux un certain découragement. Nombreux sont les communistes qui abandonnent le Parti pour émigrer en Perse. Le parti communiste azerbaïdjanien est en pleine désorganisation. Les grèves sont de plus en plus fréquentes à Bakou et les protestations des ouvriers plus nombreuses. Les ouvriers turks locaux sont de plus en plus hostiles aux Russes ce qui les fait exclure des fabriques et usines. Les communistes azerbaïdjanais ayant protesté, il s'en est suivi des arrestations.

Parmi les événements marquants des derniers jours on cite le pillage de la Banque d'Etat et l'explosion survenue dans l'une des usines de naphte. Ces faits et la vive agitation qui règne parmi les ouvriers ne sont pas sans inquiéter les communistes russes. On confirme la nouvelle de la fortification de certains points le long de la frontière soviéto-persane et soviéto-turque.

A. KAPLAN.

Procès de classe ou terreur nationale

Les « Procès de classe » au Turkestan deviennent de plus en plus fréquents. Nous avons déjà parlé de l'un de ces procès dans les colonnes de *Prométhée*, n° 68; or, voici qu'après le procès de l'ancien procureur général du tribunal suprême d'Uzbekistan, Chamen Badreddinov, de nouveaux procès viennent de s'ouvrir à Tachkent. C'est d'abord le procès du vice-procureur du tribunal suprême du Turkemistan et de dix-sept de ses partisans, celui des représentants de la tribu turkmène Sardja, de dix-huit turkmènes accusés de l'assassinat, en juillet 1918, de deux bolcheviks... Qu'on veuille bien remarquer ici qu'il ne s'agit que de procès d'importance; combien il en est de moindre importance dont il ne sera pas parlé !... Ainsi, tous les accusés sont désignés sous le nom « d'ennemis de classe » et tous, l'on ne saurait en dire la cause, sont des *Turks du Turkestan*, lesquels n'ont aucun lien, n'entretiennent aucun rapport avec les représentants des classes similaires des autres nationalités. Leur « crime » à ces « ennemis de classe », est partout et toujours, la lutte contre la politique « nationale » du Gouvernement soviétique, c'est-à-dire contre la dictature du prolétariat russe au Turkestan. Cette particularité commune à tous les récents procès au Turkestan, saute aux yeux et les bolcheviks, dits « nationaux » (allogènes) eux-mêmes, les plus purs d'entre les purs commencent à regarder autour d'eux et à réfléchir sur la question suivante : le « jugement de classe » au Turkestan ne serait-il point un instrument de « terreur nationale » ?

Au temps encore de Lénine, en 1920, c'est-à-dire deux ans et demi après l'établissement de la « dictature de classe » au Turkestan, ce dernier demandait à ses agents de lui faire savoir ce qu'il fallait entendre par « koulak » et par « bedniak » (indigent, miséreux) au Turkestan. En d'autres termes, Lénine n'avait pas encore la moindre idée de la « structure de classe » qui existait parmi la population du Turkestan. Cela n'empêcha nullement le Gouvernement soviétique représenté par Lénine, de décréter pour le Turkestan ces mêmes « lois de classe », ces mêmes mesures de



« dictature de classe », de « comités de paysans pauvres », édictées en Russie.

Huit ans après l'aveu de Lénine en ce qui concerne son ignorance des conditions propres au Turkestan, l'un des bolcheviks les plus en vue, M. Eliava, reconnaissait ouvertement au plenum du Comité central exécutif de l'U.R.S.S., en décembre 1928, que la « dictature du prolétariat au Turkestan se réalise à l'insu du prolétariat national du Turkestan ». Dans ces conditions, la dictature elle-même au Turkestan n'a été et ne continue à être que la dictature du prolétariat russe et le procès — un procès de cette dictature du prolétariat russe...

Les classes naissent au sein des communautés capitalistes bourgeoises ne cessent d'affirmer les bolcheviks. Or, selon leur propre opinion : ni capitalisme, ni bourgeoisie, au sens propre du mot, n'existent au Turkestan. C'est pourquoi les moscovites rouges considèrent la tâche de la dictature du prolétariat russe au Turkestan comme « un appui pour le passage du Turkestan au socialisme tout en lui évitant les affres du capitalisme. »

Comme on le voit, tout concourt à prouver qu'il n'existe point au Turkestan d'éléments de lutte de classe. Prétendre à l'existence au Turkestan d'éléments de lutte de classe serait réfuter l'affirmation bolcheviste « du passage du Turkestan au socialisme sans connaître le capitalisme ».

Il en est ainsi d'après la théorie bolcheviste, mais la pratique de la dictature bolcheviste fournit des résultats tout différents. Des « ennemis de classe » apparaissent on ne sait d'où donnant lieu à des procès. Les inculpés sont fusillés, déportés, emprisonnés, envoyés aux travaux forcés dans des sovkhoz en Russie centrale et en Ukraine. Parmi ces « ennemis de classe » se trouvent des étudiants turkestanais, pris dans les écoles de l'Union soviétique elle-même par le seul fait qu'ils rêvent de certains changements dans l'organisation du pouvoir au Turkestan. Dans les steppes du Turkestan et au Turkemistan l'influence de la structure tribale est encore très grande. En voici un exemple frappant : le président actuel du Comité central exécutif de la république soviétique du Kazakstan, qui est en quelque sorte le président de cette république, M. Eltaï Ernazar Ogly, a été élu à ce haut poste, *non pas du fait de son origine prolétarienne ou de ses services révolutionnaires* (Eltaï Ernazar Ogly n'entendit pour la première fois parler de la révolution et du prolétariat qu'après la révolution de 1917), *mais parce qu'il tire son origine d'une toute petite tribu Kazak. Selon les conceptions tribales, une tribu peu importante est pour ainsi dire considérée comme « opprimée »*. Ce n'est pas là une invention de notre part, mais le témoignage du journal officiel kazak, si bien que ce Eltaï Ernazar Ogly passe pour être « le représentant du prolétariat kazak, de la classe opprimée ! »

Signalons qu'au Turkemistan, les représentants de la tribu « Sardja » reçurent mal les agents soviétiques d'une autre tribu turkmène, envoyés dans ce village. Ces derniers ne sont point le moins du monde révolutionnaires et moins encore partisans de la dictature du prolétariat; il n'en est pas moins vrai qu'ils manifestèrent un état d'esprit par trop révolutionnaire dans le village Sardja. On en trouve l'explication dans le fait que lesdits agents soviétiques avaient un compte tribal à régler. Les représentants de la tribu Sardja répondirent aux représailles exercées contre eux par des contre-représailles. Une lutte s'engagea au cours de laquelle quelques

agents bolcheviks furent tués. D'après le journal *Tourkmenskaïa Iskra*, les gens de la tribu furent chassés de leur village et leur bétail fut confisqué. Sur les lieux où ils venaient de s'installer un agitateur d'une autre tribu fit bientôt son apparition. Il fut tué à son tour. De nos jours, ainsi que l'annonce ledit journal, les représentants de cette tribu sont traduits devant un tribunal comme « ennemis de classe ». Or, ce tribunal a pour mission de « liquider définitivement la tribu Sardja ».

L'on peut citer un autre exemple de jugement récent. L'« ennemi de classe », cette fois, n'est autre qu'un groupe de dix-huit Turkmènes accusés du meurtre, en juillet 1918, de deux bolcheviks. Trois fois de suite les bolcheviks proclamèrent l'amnistie au Turkmenistan. Une première fois, au sujet des événements de juillet 1918, à la fin de l'été 1919, lorsque les bolcheviks firent de nouveau leur entrée au Turkmenistan; une deuxième fois, à l'occasion du 10^e anniversaire de la révolution d'octobre et une troisième fois, à l'occasion de la proclamation de l'indépendance de la république soviétique socialiste du Turkmenistan. Et nonobstant toutes ces amnisties, quatorze ans après, les bolcheviks ont traduit devant leur tribunal dix-huit inculpés. Le journal d'Achkhabad, *Chouralar Tourkmenistan*, reconnaît qu'il n'existe aucune preuve susceptible d'établir la culpabilité des dix-huit Turkmènes touchant au meurtre de deux bolcheviks. L'on a écrit maintes et maintes fois des détails sur ce meurtre, mais pas une fois le nom de l'un des dix-huit Turkmènes n'a été publié. Et ils n'en ont cependant pas moins été jugés. Il s'est trouvé comme toujours des « témoins oculaires », tel ce père de l'une des victimes bolchevistes qui, quatorze ans après, s'est rappelé l'endroit exact, l'heure, les vêtements portés, le cheval sur lequel chacun de ces dix-huit Turkmènes se trouvait le jour du crime, ce que chacun disait et la manière dont fut commis l'assassinat.

Ces dix-huit Turkmènes ont été jugés : trois ont été condamnés à être fusillés, les autres à une détention plus ou moins longue et aux travaux forcés. La véritable cause et les motifs de ce « procès de classe » des dix-huit Turkmènes apparaissent au cours des débats. Tous sont représentés comme des gens influents, juste dans les villages où la politique de kolkhoz des bolcheviks n'a donné les résultats attendus.

Sont-il réellement des ennemis de classe ? Non, Tous ces Chamsi Badreddinov et ses cinq compagnons, Redjepov et ses seize partisans, ces représentants de la tribu Sardja, et ces dix-huit hommes sont uniquement des ennemis de la *politique nationale*, de la *dictature du prolétariat russe* au Turkmenistan. Mais qu'on n'aille pas supposer qu'ils auraient pu être partisans de la dictature du prolétariat du Turkestan si une pareille dictature avait été possible. Et puisque cette possibilité n'existe pas, la question touchant à l'attitude qu'ils auraient observée par rapport à une dictature du prolétariat au Turkestan ne se pose même pas.

Voilà donc pourquoi, le « procès de classe » des bolcheviks au Turkestan acquiert un caractère de « terreur nationale ».

M. T.



LA DERNIÈRE ÉTAPE

La lutte à la fois sanglante et tenace que le pouvoir soviétique a engagée pour défendre sa propre existence atteint, en ce moment, son point culminant; l'on peut même d'ores et déjà affirmer que la situation intérieure actuelle du pays est le commencement de l'agonie de ce régime de dictature bolcheviste d'une cruauté sans exemple.

De quelque côté que les regards se tournent, l'on n'aperçoit le moindre signe de cette joie de vivre qu'on trouve partout ailleurs en d'autres pays. En Russie soviétique, ce n'est que misère, pauvreté, désolation, souffrance; l'on dirait que la vie de ce vaste pays du « socialisme » s'est éteinte sous un voile de deuil. C'est ainsi que le dépeignent les étrangers qui, en qualité de spécialistes ou de correspondants, ont eu la possibilité de voir de leurs propres yeux la Russie soviétique sous son vrai jour.

Tout récemment, l'on annonçait l'arrivée à Riga de 52 spécialistes suédois, danois, allemands, etc., retour de la Russie des soviets, où ils venaient de faire un séjour de plusieurs mois. L'un de ces ouvriers spécialistes, un Danois, raconte ce qui suit : « Mes camarades danois et moi, avons cru aux belles paroles des agitateurs soviétiques venus au Danemark et sommes allés faire un voyage en Russie. C'est ainsi que nous avons visité Léninegrad, Moscou, Nijni-Novgorod. Les agitateurs soviétiques nous avaient dit que les ouvriers et les paysans de Russie vivaient dans des conditions bien meilleures que partout ailleurs. Je dois dire que nous avons été déçus au plus haut degré, après nous être familiarisés avec la vie de la Russie soviétique. Je puis affirmer de la façon la plus catégorique, sans être contredit par mes collègues, que les ouvriers et les paysans de la Russie soviétique vivent dans des conditions bien plus mauvaises que les chiens au Danemark. Pour tout dire, la vie en Russie soviétique est abominable. Nous sommes heureux de nous être échappés de cet enfer, que des agents payés par les communistes, à l'étranger, essaient de le dépeindre comme un paradis pour les travailleurs. Le rendement du travail en Russie soviétique est insignifiant par rapport à celui fourni par un ouvrier étranger. C'est ainsi que le travail que font cinq ouvriers russes peut facilement être fait par un ouvrier danois. Les ouvriers soviétiques manquent de vêtements et de chaussures; ils souffrent également du manque d'alimentation. Il n'est pas rare de voir des ouvriers, leurs femmes ou leurs enfants, faire la queue 12 heures de suite devant quelque coopérative pour recevoir une livre de pain de mauvaise qualité; les pommes de terre même sont inaccessibles pour l'ouvrier, qui doit les acheter au poids de l'or et quant à la viande et aux matières grasses, il ne faut point y songer. C'est à peine si un ouvrier malade reçoit quelque chose comme 500 grammes de viande par mois au prix d'innombrables démarches et de nombreux tracas. Partout, l'on observe un chaos inextricable et un mécontentement général des ouvriers et des paysans. L'eau qu'on nous apportait pour nous laver était le plus souvent sale et quelquefois même elle sentait mauvais. Que dire de la nourriture qu'on nous délivrait et qui, le plus souvent, était immangeable au point qu'à notre arrivée en Lettonie, nous étions dans un état de délabrement inimaginable. »

Il ressort de ces faits que le système économique des bolcheviks dans

tous les domaines a subi un échec complet. Les correspondants du *Viestnik Socialiste*, de Berlin, très au courant de ce qui se passe en Russie soviétique confirment les nouvelles qui signalent la famine et le grave mécontentement qui règnent dans les villes et les villages par suite du manque de vivres. L'un de ces correspondants signale des troubles parmi les ouvriers.

Dans les centres d'Ivano-Voznessensk, de Léninegrad, de Nijni-Novgorod et dans l'Oural, des grèves ont eu lieu, nécessitant l'envoi en toute hâte de vivres et... d'orateurs. A Ivano-Voznessensk, la situation était à ce point critique qu'il fallut envoyer M. Kaganovitch pour « éteindre l'incendie ». Ce même organe écrit également ce qui suit « J'arrive à l'instant d'Odessa : la situation alimentaire dans la région, comme dans toute l'Ukraine en général, est effroyable : véritable famine avec succédanés de farine faite d'écorce d'arbres et autres ingrédients rappelant l'habituelle famine russe. Dans les gares, dans les trains, c'est une véritable migration de peuples; d'après certaines évaluations, le nombre de ces fugitifs atteindrait trois millions. » Des familles entières, femmes et enfants, par milliers, encombrant les gares, emplissent les wagons, et la vue de ces affamés est à ce point troublante que le voyageur n'ose se risquer à prendre un morceau de pain noir de son sac à provisions pour apaiser sa faim. Dès maintenant, la famine a atteint les villages les plus éloignés où l'on est obligé de recourir aux succédanés de tout genre, si bien que des épidémies sont à craindre. D'autre part, le manque de pommes de terres, qui se fait exceptionnellement sentir, s'explique du fait que l'an dernier l'ordre fut donné de les transporter à un lieu approprié, où elles restèrent tout un hiver. Elles commencèrent bientôt à moisir et à remplir l'air de leurs émanations putrides. Les paysans demandèrent alors à ce que les pommes de terre avariées fussent enlevées, mais rien ne fut fait à cet égard. Et lorsqu'on proposa aux paysans de prendre ce qui restait de bon pour le bétail, il était déjà trop tard. Les tubercules ne présentaient plus alors qu'un amas de pourriture qu'on ne pouvait approcher. Des cas de ce genre ont été signalés en d'autres lieux.

Le bétail manque également et les paysans, par crainte des impôts et n'ayant de quoi nourrir leurs bêtes, s'en défont à tout prix; ils s'adressent d'abord aux kolkhoz qui, manquant à leur tour de nourriture pour les bêtes, refusent le plus souvent de les garder. Nul n'ignore du reste que le résultat des ensemencements en Russie soviétique et, conséquemment, la future récolte, ont complètement renversé les calculs du plan quinquennal. Les chiffres officiels, qui viennent d'être publiés, essaient d'atténuer les proportions de l'échec de la campagne des semailles.

Or, ceux-là même qui sont chargés de dresser ces statistiques, ne cachent point que les évaluations ne sont pas définitives et tout à fait exactes. Les chiffres ont été fixés d'après les communiqués des autorités locales et l'on sait la manière dont se font ces statistiques. Il suffit, pour s'en convaincre, de citer un exemple emprunté à la *Pravda*, de Moscou, du 16 juillet dernier.

Le Comité de rayon de Tambov, par communiqué télégraphique du 18 juin, informe Moscou de la victoire remportée sur le plan des semailles et qui s'exprime par le coefficient 100,4 %. Mais quelques jours après, la *Pravda*, de Tambov, annonçait l'étrange nouvelle selon laquelle les champs où poussent les mauvaises herbes sont compris dans ceux qui ont été ensemencés. Quant à l'ensemencement même des champs, il s'effectue d'une manière assez étrange : Les semences sont jetés sur des terrains qui n'ont pas été préparés. Nombre de parcelles présentent par endroits ce qu'on



appelle « des fleurs blanches », c'est-à-dire des étendues dénudées; rien n'a poussé en ces endroits et rien n'y poussera. Ce fait, dont parle la *Pravda*, de Moscou (n° 195), montre suffisamment ce que sont les chiffres fournis par les statistiques soviétiques. La conférence du parti communiste d'Ukraine, qui vient de terminer ses travaux, a réservé une large place à la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'économie rurale.

Au cours de leurs travaux, les représentants du parti communiste, réunis à Kharkov, n'ont pas nié que l'Ukraine, grâce à l'heureux « essai de l'économie collective est vouée à la famine et que ce grenier de la Russie traverse de sérieuses difficultés en ce qui concerne les approvisionnements.

Pour que la conférence reste tout entière dans les mains du parti, MM. Molotov et Kaganovitch sont venus à Kharkov; ils se sont efforcés de démontrer que la famine en Ukraine n'est nullement imputable à la folle politique des kolkhoz, mais simplement à une malencontreuse direction du parti. Toutefois les faits brutaux de la famine et l'échec de la campagne des semailles du printemps trop apparents ne purent être passés sous silence dans les résolutions qui furent adoptées. L'on y lit notamment que les résultats insuffisants constatés dans la campagne de semailles du printemps en Ukraine se sont manifestés tout d'abord sous forme d'ensemencements lents et insuffisants de céréales, plus particulièrement en ce qui concerne les betteraves. Des explications sont ensuite fournies au sujet des causes, lesquelles apparaissent sous forme d'ignorance, de négligence, d'opportunisme, de koulakisme, etc... Il est à remarquer que la résolution établit l'application sur place de la méthode qui veut que « tout soit bien ». C'est du fait de cette méthode que le pouvoir central n'a appris la situation catastrophique en Ukraine qu'avec un grand retard, alors qu'il était impossible de faire la moindre chose. La conférence ukrainienne du parti a confirmé toutes les informations concernant la situation catastrophique, non seulement au sujet des céréales, mais encore en ce qui concerne la culture de la betterave, base de l'industrie sucrière soviétique en Ukraine. Dans ce domaine, les kolkhoz n'ont pas donné plus de satisfaction que dans celui des céréales. Des faits particulièrement graves ont été révélés à la dite conférence du parti. C'est ainsi que l'an dernier, du fait d'une main-d'œuvre défectueuse au moment de la récolte des millions de pounds de betterave destinées à l'industrie sucrière, ont été perdus. Les pluies d'automne ayant surpris les betteraves non encore rentrées, ces dernières pourrissent dans les champs. Celles qui auraient pu être sauvées ne purent être transportées à la sucrerie en raison du mauvais état des chemins.

Certain correspondant parle du déclin du Stalinisme. Il signale la baisse de la production dans l'industrie lourde et le mécontentement croissant que suscitent parmi les ouvriers les difficultés de tout ordre, notamment en ce qui concerne l'alimentation et les impôts ». La « ligne des conflits » s'est sensiblement élevée au mois de juin, menaçant même de devenir décisive. Des troubles sont à nouveau signalés dans le bassin du Donetz, dans l'Oural, dans la région d'Ekaterinoslav, y compris le Dnieprostroï, le Dnieprokombinat. Ces troubles ont gangé Magnitogorsk, Ivano-Voznessensk et Nijni-Novgorod. Il n'est pas jusqu'à la région de Moscou et à Moscou même qui n'aient été touchées par le mouvement de révolte.

D'entre toutes les causes ayant suscité cette protestation croissante, la principale est, sans contredit, la pénurie de vivres. Mais là n'est pas la seule cause des ces désordres : l'administration elle-même n'est pas à l'abri des accusations du fait qu'elle n'a pas su à temps fournir des vivres à la population. C'est ce qui explique pourquoi ces derniers temps le radio de

Moscou accorde tant d'attention aux retards apportés dans la question de l'approvisionnement de la population. Les informations télégraphiques, venues des différents points de la Russie soviétique témoignent du mauvais état de l'organisation de l'approvisionnement d'Etat. En outre, ces communiqués officiels ne cachent point que ces difficultés proviennent de ce que les fonctionnaires soviétiques de tout rang ne sont pas à la hauteur de leur tâche. C'est ainsi, par exemple, qu'en Crimée, on a constaté que, dans les magasins de l'Etat, de grandes quantités de produits alimentaires avaient pourri sur place alors que la population avait un si grand besoin de ces produits. Des informations de ce genre parviennent de la région de l'Oural, de l'Ukraine et de quelques villes de la Russie centrale. Cet excès de bureaucratisme s'applique également aux organes centraux de Moscou. l'inaptitude des jeunes spécialistes communistes n'est pas sans approfondir davantage la lézarde qui menace tout le système. Les cadres techniques préparés selon les méthodes de Staline, Molotov et Kaganovitch font preuve d'une ignorance complète. Il n'est pas jusqu'à l'usine soviétique « Amo », de Moscou, où parmi les ingénieurs il s'est trouvé des jeunes gens qui possédant une solide réputation de parti, ont été incapables de comprendre de simples croquis et, ainsi que les ouvriers eux-mêmes ont pu le constater, n'ont pas été à même de résoudre de simples opérations d'arithmétique, de simples nombres fractionnaires.

Mais, ce qui frappe le plus dans toute cette réalité soviétique, c'est l'apparition de la famine en Ukraine. Un correspondant de la frontière polono-soviétique écrit que dans toute l'Ukraine, les paysans se nourrissent, depuis bientôt deux mois, d'une sorte d'aliment d'invention soviétique. Et il donne la recette des ingrédients qui entrent dans la composition de cet « aliment » soviétique. Après une cuisson de quatre heures au four, cette pâte est servie, à moins qu'elle ne soit retenue pour couvrir l'état de quel-que impôt non payé.

Le correspondant allemand du journal *Nene Frei Press* à Moscou écrit que dans les rues de la capitale soviétique, l'on peut voir à tout instant des paysans-mendiants arrivés de lointaines provinces où sévit la famine, dans l'espoir de trouver quelque subsistance aux alentours du Kremlin.

Tel est le tableau objectif de ce qui se passe en ce moment en Russie soviétique, tableau dans lequel se cache l'énigme qui demain verra peut-être la liquidation du système politique et social des bolcheviks. En tous cas, nous pouvons constater que l'espoir du parti communiste de voir les masses paysannes affaiblies et désorganisées se soumettre aveuglément à l'ordre de construire le socialisme à la campagne ne s'est pas justifié. Il est apparu insuffisant de tenir l'organe du pouvoir dans les mains; qu'il n'a pas suffi non plus de nourrir l'armée des ouvriers et des paysans et d'agir par des moyens de cruelle terreur pour réaliser le projet de création de kolkhoz par la violence, projet aussi insensé au point de vue économique que contraire à la psychologie et à la tradition paysanne. Si une telle expérience peut se poursuivre longtemps avec le peuple russe, habitué depuis des siècles à un régime d'esclavage, privé de tout esprit d'organisation et d'initiative, il n'en est pas de même avec les peuples allogènes asservis par bolcheviks et dont la lutte qu'ils mènent pour leur indépendance peut être funeste à la Russie soviétique. La liquidation de cette Russie soviétique, aussi bien que la libération des peuples qui l'habitent, est certaine. La lutte sans exemple que livre en ce moment le monde paysan sera la dernière étape du bolchevisme.

Ibrahim TCHOULIK.





Michel Dragamanov

1841-1895

(Suite)

Dragomanov avait été, naturellement, amené à s'intéresser à ses frères de race habitant la Galicie, sous la domination autrichienne.

Lors des partages de la Pologne, ce fut une heureuse circonstance, pour les Polonais de la Galicie occidentale comme pour les Rutènes ou Ukrainiens de la Galicie orientale d'être placés dans le lot de l'Autriche.

Sans doute, au commencement, la politique unificatrice et germanisante inaugurée par Joseph II se fit sentir dans ces provinces, mais, à partir de 1848, et surtout de 1860, quand le gouvernement de Vienne sentit la nécessité de s'appuyer sur les nationalités slaves, de grandes facilités furent accordées à celles-ci pour la culture de leurs langues et de leurs traditions. Les Polonais, surtout, surent largement profiter de cette tendance et, en rémunération de leur coopération politique, se firent reconnaître une sorte d'hégémonie en Galicie. Néanmoins, le gouvernement autrichien ne leur sacrifia pas complètement les Rutènes, dont la langue était reconnue comme seconde langue administrative du pays, et qui possédaient des écoles de différents degrés, et même plusieurs chaires à l'Université polonaise de Lviv. La question de l'ouverture d'une Université rutène était à l'étude, au cours des années qui précédèrent la guerre, et la principale raison qui retarda cette création fut la difficulté de s'entendre sur l'emplacement de la nouvelle école supérieure, les Rutènes la voulant à Lviv et les Polonais s'y opposant absolument.

En Bucovine, les trois nationalités, allemande, rutène et roumaine, vivaient en assez bons termes, et les trois langues étaient placées sur un pied d'égalité parfaite. L'Université de Tchernivtsi (*Tchernovitz*) était allemande, mais comptait plusieurs chaires rutènes et roumaines. Sous les nouvelles dominations polonaise et roumaine, les Rutènes ont perdu une grande partie des avantages que leur assurait le régime, en somme bienveillant, des Habsbourg.

Dès son premier voyage, de 1870 à 1873, Dragomanov était entré à Vienne en relation avec des Ukrainiens de Galicie. Ces relations s'accrurent naturellement, lorsqu'il se fut fixé à Genève.

Par la force des choses, la Galicie était devenue le grand foyer national intellectuel des Ukrainiens comme des Polonais, puisque là seulement, les uns et les autres avaient la liberté de parler, d'écrire, d'étudier leurs langues, de créer des sociétés scientifiques et littéraires, de publier des journaux et des revues.

Au moment où Dragomanov quittait définitivement la Russie, l'empereur Alexandre II qui, pourtant, passait pour un esprit relativement libéral — il en avait donné la preuve en émancipant les serfs — venait d'édicter, le 18 mai 1876, l'odieux décret d'Ems, qui interdisait l'introduction dans l'Empire, sans une autorisation spéciale de la direction de la presse, des livres et brochures, quels qu'ils soient, publiés en langue petite-russienne, l'impression des œuvres originales et des traductions dans cette même



commencée en 1867, des traditions populaires qui avait particulièrement développé chez Dragomanov l'intérêt pour le peuple et le sentiment démocratique. En même temps l'examen des chants relatifs à la lutte contre les Turcs, comparés à ceux des peuples balkaniques, l'avait conduit à l'idée d'une Fédération de toute l'Europe Orientale, dans laquelle les Ukrainiens auraient joué un rôle capital.

Mais il devait reconnaître que le manque d'éducation politique de tous ces peuples était, à son époque, un obstacle à peu près infranchissable.

Une autre œuvre importante de Dragomanov, destinée aux Ukrainiens, fut la publication, à Genève, à partir de 1878, de la revue *Hromada*, dont il était le directeur et le collaborateur constant. Le mot « *hromada* » en ukrainien signifie *société, commune, communauté*, et, dans ce sens, est spécial au petit-russien, car en russe le même mot *gromada* veut dire seulement monceau, tas, masse, et le bulgare *gramada* a le même sens.

La revue *Hromada*, par la variété et la valeur de son contenu, exerça une forte action sur les pays ukrainiens.

Dans une autre direction, la connaissance que Dragomanov avait acquise des principales langues européennes, ses relations, souvent très cordiales avec beaucoup de savants, d'écrivains et d'hommes politiques étrangers, lui avaient donné la facilité de faire connaître, par des articles dans les principaux journaux et les revues de l'Europe Occidentale, et quelquefois par des brochures en français, italien ou allemand, la situation de son pays et de défendre les droits de sa nation.

Dragomanov, nous le savons, n'était pas égoïste. Il s'intéressait non seulement au sort de l'Ukraine, mais à celui de la Russie entière et beaucoup de ses articles et de ses brochures traitent de questions qui intéressaient ce grand pays dans les domaines les plus divers, par exemple dans celui des rapports entre l'Eglise et l'Etat, si graves dans un pays où l'Eglise orthodoxe était une force entre les mains du gouvernement tsariste.

Dragomanov, tout en travaillant avant tout pour l'Ukraine, a contribué au développement de l'esprit politique en Russie. Un homme politique russe, Strouvé, écrivait en 1905 : « Dragomanov est le premier qui ait expliqué à la société russe, le sens et l'importance du régime constitutionnel. »

A Sofia, l'enseignement de Dragomanov eut un vif succès et contribua à l'établissement sur des bases solides de l'Université bulgare naissante.

Il était, d'ailleurs, professeur de vocation, encore que les circonstances de sa vie l'aient promptement éloigné de l'enseignement.

Il était adoré de ses élèves.

Le 16 décembre 1894, ses amis de Galicie prirent l'initiative de célébrer ses trente années d'activité politique et littéraire.

Une grande Assemblée à laquelle participèrent les délégués de toutes les villes rutènes se tint à Lviv, et des discours, des télégrammes célébrèrent les services du jubilaire. Quelques-uns, prononcés ou rédigés en polonais, émanaient d'hommes que la différence de nationalité n'empêchait pas de rendre justice aux nobles buts visés par Dragomanov. Puis, fut inauguré la Société d'éducation ukrainienne *Postoup (le Progrès)*.

Aux félicitations et aux souhaits des Galiciens, se joignirent ceux des associations de toutes les parties de l'Ukraine russe et aussi de plusieurs personnalités étrangères, parmi lesquelles je citerai les savants français Alfred Rambaud, Louis Léger, Gaston Paris.

Le 16 décembre 1894, dit Pavlik, rédacteur du livre du jubilé, fut le jour d'une victoire morale du parti radical ukrainien, au cœur même de la Galicie, une victoire morale de la direction imprimée par Dragomanov aux

Rutènes de Galicie. Le jubilé de Dragomanox a été vraiment la fête de l'Ukraine galicienne consciente d'elle-même. Et ce ne furent pas des mots vides, mais la pensée profonde de toute l'Ukraine, qu'exprima le chant qui termina la fête : *Chtcho né vmerla Oukraïna !* « L'Ukraine n'est pas encore morte. »

Mais l'illustre champion de l'Ukraine devait survivre peu de temps à son triomphe. Six mois plus tard, le 20 juin 1895, il était emporté prématurément. Sa mort fut un deuil pour les intellectuels bulgares. Les étudiants surtout en furent profondément affectés. « Jamais je n'aurais cru, m'écrivait il y a quelque temps Mme Chichmanova, que des Bulgares pussent manifester tant de douleur. »

Au départ de la maison, les collègues du défunt soulevèrent son cercueil qu'ils remirent ensuite aux étudiants. Ceux-ci voulaient, en se relayant, le porter jusqu'au cimetière, mais un violent orage avec pluie torrentielle et grêle les obligea à le placer sur le char funèbre. Le cortège, au milieu duquel étaient portées de nombreuses couronnes, n'en continua pas moins sa marche, en bon ordre, entre la double haie d'une foule nombreuse et recueillie, jusqu'au cimetière, assez éloigné, où le recteur de l'Université, des professeurs et des étudiants, rendirent un suprême hommage au savant qui avait consacré les dernières années de sa vie laborieuse au progrès intellectuel de leur pays.

Dragomanov, qui avait passé en exil plus d'un tiers de son existence, reste exilé après sa mort, mais il repose dans une terre libre et fraternelle.

Et puisque j'ai parlé, je crois pouvoir le dire, un peu au nom de mes amis bulgares, devant un auditoire composé en grande partie d'Ukrainiens, je terminerai en adressant à la mémoire du grand patriote de l'Ukraine, du bon serviteur de la Bulgarie intellectuelle, le salut suprême des Bulgares, « *Léka mou blgarska prst* », « *Vetchna mou pamét !* » « Que la terre bulgare lui soit légère; que son souvenir demeure éternel ! »

Léon LAMOUCHE.



Aperçu général du projet du pacte de la Confédération des États du Caucase

L'élaboration d'un projet du Pacte de la Confédération caucasienne est un grand événement dans la vie des peuples du Caucase. Cela montre que les leçons du passé n'ont pas été vaines, et que les gouvernants de ces peuples ont enfin compris la nécessité d'une union directe. L'histoire des États du Caucase aurait peut-être pris une toute autre tournure, si ces États avaient, dès le début, compris la nécessité de s'unir, afin de résister avec plus de chances de succès à l'envahisseur du Nord. Vaincre les forcés éparpillées, désunies de ces États, ne fut qu'un jeu pour la Russie soviétique.

Mais laissons le passé. On semble aujourd'hui avoir compris l'irréparable faute du passé et on veut l'éviter dans l'avenir. Mais quelle importance, dira-t-on, peut avoir un Pacte de Confédération conclu à l'étranger, par les anciens gouvernements des États du Caucase, puisqu'il n'a aucune chance de réalisation pratique ? Il est vrai, en effet, que ce projet, même s'il était conclu et signé par les représentants de ces gouvernements, ne pourra entrer en vigueur que du jour de la libération des peuples du Caucase. Cela résulte d'ailleurs de l'article 17 du Pacte lui-même qui déclare que le Pacte n'entrera en vigueur que dès sa ratification par les États confédérés ? Cela suppose nécessairement l'indépendance de ces États.

Il est exact, par conséquent, de dire que, tant que les États du Caucase ne recouvriront pas leur indépendance, le projet du Pacte ne pourra recevoir une application pratique. Néanmoins, il a une importance considérable à un double point de vue : il est d'abord une manifestation forte importante de l'opinion publique caucasienne. Il répond donc à un besoin réel. Il a ainsi une base solide, d'autant plus qu'il servira à former cette même opinion publique. Mais, de plus, la conclusion du Pacte maintenant fera éviter des discussions qui peuvent s'élever et qui s'élèveront certainement entre les différents États du Caucase le jour où ils seront libres ; ces difficultés pourront être résolues dès maintenant.

Il n'est donc pas inutile de procéder immédiatement à l'analyse de ce projet, d'en déterminer les caractères essentiels et la nature juridique. Toutes ces questions sont d'une grande complexité, car le phénomène fédéral est, par lui-même extrêmement complexe. Il revêt différentes formes qui, pour la clarté de l'exposé, doivent être soigneusement distinguées.

Dans l'étude présente je me contenterai d'une vue d'ensemble du Pacte. Plus tard, j'étudierai son mécanisme avec plus de détail ; j'essaierai alors d'en faire ressortir les particularités les plus remarquables, sans négliger bien entendu la critique.

Mais, avant tout, il importe de noter que le Pacte actuel a eu des précédents dans l'histoire constitutionnelle des États du Caucase. Dès la prise du pouvoir par les Soviets en Russie, la Transcaucasie, qui comprend la République d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, s'est séparée de la Russie, d'abord en fait, puis formellement. Aucun des États — fait qu'il ne faut pas négliger — n'a eu l'idée de se constituer en une république indépendante et séparée de ses voisins. Il y avait déjà alors une volonté de vivre

ensemble. La communauté juridique transcaucasienne avait son gouvernement et sa Diète. Une commission fut même instituée, chargée de préparer la Constitution de la Fédération caucasienne qui devait englober, outre les trois Etats énumérés, le Caucase du Nord aussi.

Malheureusement, cette ébauche d'organisation fédérative du Caucase n'a eu qu'une vie éphémère. Très peu de temps après, la Fédération transcaucasienne se disloque et à sa place s'élevèrent trois Etats indépendants : Arménie, Azerbeïdjan et Géorgie. Ce fut le commencement de la fin.

Depuis, il y a eu plusieurs tentatives, malheureusement toujours infructueuses, en vue de former une Fédération caucasienne. Encore en 1921, c'est-à-dire à l'époque où les Etats du Caucase furent déjà vaincus par les Soviets, les gouvernements réguliers, réfugiés à l'étranger, signent une déclaration, où ils proclament la nécessité d'une union au point de vue militaire, diplomatique et douanier. Une manifestation semblable eût lieu en 1924, lors de la révolte de la Géorgie contre les Soviets.

Toutes ces manifestations ont pris corps aujourd'hui. L'initiative vient des représentants des trois peuples du Caucase : les Montagnards, les Géorgiens et les Azerbedjaniens. Cette initiative aboutit au pacte qui fait l'objet de notre analyse.

Le projet porte le nom de « Confédération Caucasienne », ce qui fait supposer que nous sommes en présence d'une Confédération d'Etats. Il est à remarquer seulement que le nom que porte une institution juridique n'a que très peu d'importance pour la détermination de la nature juridique de cette institution. La Suisse actuelle est connue sous le nom de « Confédération helvétique » et, cependant, personne ne conteste le caractère d'Etat fédéral de cette République. Il en est de même de la Confédération allemande des Etats du Nord de 1866. Le nom donc importe peu.

La qualification à donner à une institution doit résulter de sa constitution interne, de l'organisation des pouvoirs publics, de la répartition des compétences telle qu'elle existe, en un mot de sa structure générale. Et, à ce point de vue, les dispositions du Pacte caucasien justifient parfaitement la dénomination qu'il se donne. Nous sommes, en effet, en présence d'une Confédération d'Etats.

La question se pose de savoir qu'est-ce qu'une Confédération d'Etats? *La Confédération d'Etats est une association internationale des Etats souverains, association dotée de la personnalité juridique, et des organes qui la représentent, et appelée à réaliser un but déterminé.*

Voyons si cette définition concorde avec les principales dispositions de notre Pacte.

a) *La Confédération est une association internationale des Etats souverains.* — La Confédération est donc composée des Etats souverains? Les Etats concluent un Pacte, mais ils ont besoin de sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté et, en conséquence, leur caractère d'Etat. Il est évident que le Pacte limite leur souveraineté, mais la limitation n'est pas assez forte pour faire disparaître cette souveraineté.

Il en est ainsi dans le Pacte caucasien. L'article premier de ce Pacte dispose formellement que « les Etats membres conservent leur pleine et entière souveraineté et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués, expressément et d'une manière exclusive, aux organes du pouvoir fédéral ». La souveraineté des Etats membres de la Confédération caucasienne est donc incontestable. Il en résulte pour ces Etats des conséquences importantes.

Les Etats confédérés étant souverains, aucune décision ne peut leur

être imposée qu'avec leur propre consentement. Dans l'organe commun les décisions doivent en principe être prises à l'unanimité. Cela est compréhensible : l'Etat souverain est maître de ses actions. Aucun Etat étranger ne peut imposer une décision à un Etat souverain. Pour que celle-ci ait la chance d'être observée, il faut qu'elle soit consentie par ce dernier. Que trouvons-nous sur ce point dans le Pacte caucasien ?

L'alinéa 4 de l'article 11, statue ainsi :

« Le Conseil des Etats prend ses décisions à l'unanimité. »

Cette disposition du Pacte est la conséquence logique de la souveraineté des Etats confédérés.

La deuxième conséquence de la souveraineté des Etats membres d'une Confédération concerne la révision du Pacte confédéral. Dans une Confédération d'Etats, le traité conclu par les Etats qui s'unissent forme la constitution même de l'institution. Or, il est un principe incontestable du droit international public, qu'il est impossible de modifier ou abroger un traité international par la volonté d'une seule partie à ce traité. Sa modification ou abrogation demande le concours de volontés de tous ceux qui ont pris part à sa formation. Le Pacte confédéral ne peut donc être révisé que du consentement de tous les Etats confédérés. L'article 16 du Pacte caucasien ne fait qu'appliquer ce principe en déclarant qu'« aucune modification ne peut être apportée aux articles de ce Pacte à moins d'être consentie à l'unanimité par le Conseil des Etats et ratifiée par les législations des Etats confédérés ».

Il résulte enfin de la souveraineté des Etats confédérés leur droit de quitter librement l'Union. Dans une de mes prochaines lettres j'étudierai en détail ce droit important qui met en péril l'existence de la Confédération toute entière. Qu'il me suffise de noter ici que ce droit appartient aux Etats confédérés dans tous les cas, lors même qu'il n'y aurait rien sur ce point dans le traité confédéral. Le Pacte caucasien est muet à ce sujet. Il faut cependant reconnaître le droit de sécession aux Etats confédérés, parce qu'il résulte directement de leur caractère d'Etat souverain, et est sous-entendu dans l'article premier du Pacte qui proclame la souveraineté de ces derniers. Il n'y a qu'un seul cas où le droit de sécession est enlevé aux Etats confédérés : c'est lorsqu'ils y renoncent formellement dans le Pacte lui-même.

b) *C'est une association dotée de la personnalité juridique et des organes qui la représentent.* — Dans toute Confédération d'Etats, il faut qu'il y ait un organisme central chargé de poursuivre les intérêts de toute la Confédération, intérêts qui sont précisés et déterminés par le Pacte lui-même. Cet organisme central exprime la volonté de la Confédération elle-même; il est son organe à lui, et non pas celui des Etats confédérés. L'existence de cet organe propre qui manifeste une volonté distincte et poursuit des intérêts distincts, prouve la personnalité juridique de la Confédération.

Mais, même dans l'organisation de cet organe commun, qui est le plus souvent une Diète ou un Conseil des Etats, la souveraineté des Etats membres se fait sentir. Cet organe reste en étroite liaison avec les Etats : d'abord par sa composition. Le plus souvent il est composé des représentants des gouvernements de ces Etats; chaque Etat envoie un nombre égal de députés. Mais de plus, presque toujours, ces députés sont liés par des instructions que leur donnent les Etats qu'ils représentent. C'est le système connu sous le nom de mandat impératif. Souvent également les décisions de cet organe

commun doivent, pour entrer en vigueur, être ratifiées par les législatures ou les gouvernements des Etats membres.

Le Pacte caucasien ne s'est pas écarté d'une façon générale d'une telle réglementation. L'article 11 du Pacte, qui est consacré au Conseil des Etats, consacre presque toutes les solutions que nous venons d'énumérer, sauf qu'il n'y a pas un seul mot en ce qui concerne le mandat impératif, mais celui-ci résulte nécessairement de la souveraineté des Etats confédérés.

Mais, il y a plus : le pacte caucasien prévoit, à côté du Conseil des Etats, un Secrétariat confédéral permanent et une Cour fédérale suprême, c'est une heureuse innovation qui peut être grosse de conséquences. Une question aussi importante doit être étudiée séparément.

c) *L'association est appelée à réaliser un but déterminé.* — Quel est ce but ? Il est double : c'est d'abord la sauvegarde de l'indépendance des Etats-membres de la Confédération. Les Etats qui sentent que, séparément, il leur sera difficile de résister à l'ennemi extérieur, qui leur est commun, s'unissent en une Confédération pour mieux défendre leur existence indépendante. C'est le but principal, mais non pas unique de la Confédération. L'autre but, le plus souvent à peine avoué, c'est la création d'une unité nouvelle, d'une communauté politique distincte, qui, en évoluant, en se développant, finira par se superposer aux membres qui la composent. Cela résulte du traité de Confédération lui-même, car pour atteindre le premier but, une simple alliance défensive suffit. Or, la Confédération est beaucoup plus qu'une alliance : elle est l'alliance plus une communauté juridique nouvelle.

Le pacte caucasien répond parfaitement à ces deux buts. Le premier — la défense de l'indépendance des Etats confédérés — résulte de ce fait que toutes les attributions internationales — droit de guerre, droit de légation et droit de conclure les traités — sont reconnues et d'une façon exclusive à l'autorité centrale (articles 2 et 4 du Pacte). La Confédération est donc *une* au point de vue des relations internationales. Les Etats étrangers n'auront plus à faire avec trois Etats distincts, mais avec une unité nouvelle — la Confédération Caucasienne.

Le second — la création d'une communauté politique nouvelle — résulte d'une série des dispositions du Pacte. Ces dispositions consacrent, de façon incontestable, l'élément unitaire. Ce sont d'abord celles qui prévoient la création d'un Secrétariat permanent et du Tribunal fédéral (articles 12 et 13 du Pacte). C'est également l'article 5 particulièrement important qui proclame l'unité économique de la Confédération. Ce sont là des faits qui contribueront dans une forte mesure à cette évolution vers une plus grande unité qui s'impose, si l'on veut que les Etats-Unis du Caucase soient plus qu'un vain mot.

Il résulte des développements qui précèdent que le Pacte caucasien qui unit les quatre Etats du Caucase, est un Pacte de Confédération, qui aboutit à la limitation de la souveraineté de ces Etats, mais ne la supprime pas. Dans les limites de ce traité, les Etats confédérés gardent leur souveraineté intacte.

Une telle union est-elle suffisante pour sauvegarder l'indépendance de ces pays contre le danger extérieur ? C'est une autre question qui, demandant un examen très attentif, ne peut être résolue ici. Ce qu'il importe de noter en terminant, c'est que le Pacte caucasien est un grand pas vers le rapprochement des peuples du Caucase, rapprochement qui est désiré par tous, mais très difficile à réaliser.

Ce qu'écrivent les bolchevicks au sujet de l'entrée de la Turquie à la Société des Nations

Les bolcheviks sont on nept plus irrités du fait de l'entrée de la Turquie à la Société des Nations. Si la presse moscovite des bolcheviks cache de son mieux son indignation par suite de la conduite de la République turque, il n'en est pas de même de la presse du Turkestan. Un vif ressentiment se manifeste en effet dans les journaux du Turkestan, qui ne choisissent pas leurs expressions. Nous nous contenterons ici de reproduire quelques passages d'un article du journal d'Achkhabad, *Tourhmenskai Iskra*, du 6 août, sous le titre : *La Turquie dans le filet de l'or et de la diplomatie*. L'article débute par certaines louanges à l'adresse de la politique du gouvernement turc avant son entrée à la Société des Nations.

« Actuellement, écrit le journal d'Achkhabad, l'orientation de la politique extérieure de la Turquie a subitement changé. Après avoir couru après la livre et le franc, elle s'en est allée à Genève. La Turquie est entrée à la Société des Nations, centre mondial de l'impérialisme où, sous le couvert de phrases trompeuses sur la « paix » et la « solidarité des peuples » se cache le pillage, le meurtre, la violence à la gloire « du droit du plus fort » se réalise l'asservissement des faibles.

« L'entrée de la Turquie à la Société des Nations est l'indice d'un mouvement de recul pour elle... La Turquie est entrée à la Société des Nations. Le Gouvernement de la bourgeoisie turque personnifiée par Kemal Pacha s'est orienté vers la voie la plus facile. Dans son activité réformatrice et sans avoir fait la moindre chose pour améliorer la situation des masses et créer ainsi une base solide pour le développement économique du pays, il a construit tout l'édifice des réformes sur le sable...

« L'entrée de la Turquie à la Société des Nations signifie son incorporation dans le sillon de la politique impérialiste française; elle signifie non pas le renforcement de la Turquie grâce à la place qu'elle occupe dans les rangs des « grandes puissances », mais son affaiblissement et son humiliation nationale. »

Ces lignes se passent de commentaires. Que les Turcs les lisent et qu'ils en tirent leur conclusion.



La Voix de la Jeunesse Polonaise

Nous avons reçu de Varsovie la lettre suivante :

Les délégués des Associations orientales des Etudiants polonais de Varsovie, Vilno, Cracovie, Leopold et Poznanie, réunis au premier Congrès desdites organisations, qui a eu lieu les 15 et 16 mai 1932, ont adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« La jeunesse universitaire polonaise, groupée dans les Associations orientales des Etudiants polonais, exprime ses sentiments amicaux et fraternels envers tous les mouvements d'indépendance des peuples d'Azerbaïdjan, de la Crimée, de la Géorgie, des Montagnards du Caucase, de l'Idel Oural, du pays des Cosaques, de la Ruthénie blanche, du Turkestan, de l'Ukraine.

« La nation polonaise, opprimée jusqu'à la guerre mondiale, reconquit son indépendance grâce au génie de son chef Josef Pilsudski et à l'héroïsme de ses soldats. Les combattants pour la liberté sont des exemples vivants de l'amour dévoué envers la patrie et du devoir de lutter pour son indépendance.

« C'est pourquoi la jeunesse polonaise comprend bien les mouvements libérateurs des autres peuples et reconnaît le sentiment d'unité du sort de sa patrie avec les peuples encore asservis. »

En vous transmettant cette résolution, nous vous souhaitons, chers amis, la lutte victorieuse pour votre indépendance et nous vous exprimons notre joie ardente dans la réalisation des idées de *Prométhée*.

Le Président du Congrès :

W. BACZKOWSKI.

UNE MISE AU POINT

Une feuille bolcheviste, *Le Travail*, paraissant à Genève et menant dans ce centre international depuis plusieurs années une âpre campagne contre les peuples opprimés par les Soviets, cherche naturellement toutes les occasions pour confondre les choses les plus différentes et souvent les plus opposées, dans le but de discréditer la cause et les défenseurs de ces peuples. Nous savons que cette feuille, comme toutes les autres publications bolchevistes, en accomplissant cette basse besogne, ne fait qu'exécuter les ordres du gouvernement soviétique et nous la méprisons à tel point qu'habituellement nous ne lui répondons jamais. Mais le fait que ladite feuille se cache sous le masque de « quotidien socialiste », nous oblige d'interrompre cette habitude et de relever certaines perfidies parmi beaucoup d'autres.

C'est ainsi qu'en citant un passage d'une lettre de Genève, au sujet de la fête nationale géorgienne que nous avons publiée dans notre numéro de juin, *Le Travail* écrit : « Le correspondant de Genève à cette revue (*Prométhée*) est le socialiste Chavichvili. » Par ailleurs, il répète avec persistance : « *Prométhée* est l'organe des socialistes géorgiens. » Dans son numéro du 10 août, il précise en disant : « L'organe officiel de Chavichvili et de ses amis du Gouvernement géorgien à Paris, c'est la revue *Prométhée* ».

En présentant ainsi systématiquement notre revue, les bolcheviks croient pouvoir porter au mouvement libérateur un double coup : nous discréditer devant certains milieux, par la soi-disant collaboration des socialistes géorgiens et par notre collaboration effective compromettre ces derniers aux yeux des socialistes étrangers.

Nous protestons une fois pour toutes contre ces intrigues des bolcheviks et déclarons catégoriquement ce qui suit :

a) La collaboration avec les socialistes dans un but aussi élevé qu'est la libération des peuples subjugués, loin de nous gêner, nous apporte un concours précieux.

b) Le *Prométhée* n'est pas l'organe des socialistes géorgiens, ni du Gouvernement national de Géorgie, encore moins de l'honorable M. Chavichvili. Il est ce qu'il est : organe de défense nationale des peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan.

c) M. Chavichvili qui, il y a quelques années, ne nous a donné des articles qu'avec sa propre signature, n'est pas le correspondant ni même le collaborateur de notre revue dans l'acception habituelle de ce mot.

Prométhée.

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

Mouvement insurrectionnel au Caucase

D'après les nouvelles récemment reçues, le mouvement insurrectionnel au Caucase prend une nouvelle forme. En Azerbaïdjan sont apparus des groupements insurrectionnels dont chacun se compose à peu près de vingt-cinq hommes. Leurs détachements attaquent les entrepôts d'approvisionnement, incendient les *kolkhoz* et enlèvent le bétail. *La station de Baladjari a été occupée par les insurgés qui mirent le feu à un entrepôt de grain et anéantirent plusieurs wagons de froment destinés à l'exportation.*

A Mahatch-Kala un détachement de partisans composé de dix-huit montagnards mit en pièces un magasin d'approvisionnement laissant sur le mur du *kolkhoz* local un placard ainsi conçu : « Nous observons le testament de Lénine : nous pillons ce qui a été acquis par le pillage. »

Les autorités locales firent appel à la population l'exhortant de lutter contre les « bandits » et de les livrer aux autorités. La poursuite des détachements d'insurgés n'est pas facile du fait qu'ils opèrent par petits groupes, dans différents endroits simultanément et se cachent vite dans les montagnes.

Le naphte d'Azerbaïdjan

Ainsi que le signale le correspondant parisien du journal *Vossische Zeitung*, l'accord signé par le syndicat français « Petrofin » avec le syndicat du naphte d'Azerbaïdjan a une certaine importance pour Moscou, attendu qu'il améliore sa situation devant la conférence internationale du naphte qui doit s'ouvrir prochainement.

Les bolcheviks tenaient beaucoup à ce que l'accord fut signé avant l'ouverture de ladite conférence. Lorsque se posera la question touchant à la répartition des marchés entre les compagnies anglo-hollandaises, américaines, roumaines et l'U.R.S.S., il faudra bien prendre en considération l'accord conclu avec la France.

Cet accord est important, du fait encore que les bolcheviks recevront le prix de leur naphte en devises. Il est fort probable que la France achètera du naphte en Russie soviétique en plus grande quantité. Le naphte faisant l'objet dudit accord constitue les 10 % environ du naphte consommé par la France.

Les journaux lient cet accord avec une prétendue politique de rapprochement entre la France et l'U.R.S.S. Un témoignage de cette tendance, d'après les journaux, serait le voyage d'un groupe de parlementaires français à Moscou.

En ce qui concerne le pacte de non-agression, le Gouvernement français s'abstiendrait de le signer, écrit l'organe allemand, tant que Moscou n'aura pas trouvé un moyen d'entente avec la Roumanie.

La conférence du naphte

L'agence « Exchang » informe qu'après la déclaration faite par le syndicat du naphte soviétique tendant à ignorer la décision de la conférence de Paris, décision prise en l'absence de l'U.R.S.S., le Conseil des commissaires du peuple à Moscou a jugé utile de s'abstenir provisoirement de toute concurrence par trop sérieuse afin de ne pas soulever un conflit sur le marché mondial du naphte. Le Conseil des commissaires estime qu'en ce moment et à la veille de l'ouverture de la conférence économique mondiale, les bolcheviks doivent agir avec prudence afin de ne pas s'attirer des mesures répressives des autres pays.

Nouveaux gisements de naphte

De Bakou on informe que dans de nombreux rayons de la presqu'île d'Apchéron de nouveaux puits de naphte ont été mis à jour. La présence du naphte a été révélée à Merdékán, Kala, Zih, Kourgan, Gofsan, Leqq-Batan, Aatechkia, Tchaili, Djengui, Rahim, ainsi que dans la plupart des îlots avoisinant Bakou.

D'après le géologue et professeur D.V. Goloubiatnikov, les réserves de naphte de Kala dépasseraient non seulement celles si riches de la Russie, mais encore celles de l'Amérique.

Arrestations

Le journal *Istiklal* annonce qu'au mois d'août des arrestations ont été opérées à Bakou et dans certaines localités d'Azerbaïdjan. Leur nombre s'élèverait à 600. Parmi les personnes arrêtées on compte 50 femmes turkes.

Détachements d'insurgés

Le journal *Istiklal* du 1^{er} septembre annonce que, dans le district de Kouba, de nouveaux groupes d'insurgés, au nombre de 150, ont fait leur apparition. Ces insurgés sont en étroit contact avec les détachements de partisans du Daghestan.

Vague d'émigrés

L'*Istiklal* signale que des flots d'émigrés venant de la région de Karabagh et du Nakhitchevan déferlent à Tabriz (Perse). Parmi ces émigrés on compte des Russes, des Azerbaïdjanis, des Géorgiens, des Arméniens.

CAUCASE DU NORD

La Commission spéciale du Gosplan et le Commissariat de l'industrie lourde de l'U.R.S.S. accordent une grande attention au problème de l'électrification du Soulak au Daghestan. Avec la participation d'ingénieurs italiens l'on procède à des travaux de recherches. Le projet envisage la construction de dix stations électriques sur le cours du Soulak, mais en premier lieu une puissante station électrique sera construite dans la vallée de Tcherkess. La digue aura 200 mètres et comptera cinq turbines dont la puissance individuelle sera de 75000 kilowats. Ce projet est lié à l'exploitation d'immenses gisements d'alunite dans la région de Gandja en Azerbaïdjan dont la production est estimée à plus de 100 millions de tonnes. Ce produit est employé dans la fabrication de l'aluminium. L'on a également en vue l'exploitation des sels de magnésium du littoral de la Caspienne pour la fabrication du magnésium; dans le voisinage des massifs montagneux on trouve du mercure, du nickel, du manganèse et du brome. Les *Izvestia* de Moscou estiment qu'à la fin du deuxième plan quinquennal, le Daghestan sera une « république de stations électriques ».

*
**

La section pétrolière de la Conférence du chauffage de l'Union à Moscou a adopté le plan suivant touchant à la quantité d'extraction du naphte au Caucase, escomptant que la dernière année du plan quinquennal (1937) l'extraction du naphte doit être la suivante :

Aznepht (Bakou).....	35.000.000 de tonnes
Groznepht (Grozno).....	14.300.000 tonnes
Mainepht (Maïkop).....	7.300.000 tonnes
Grouznepht (Géorgie).....	1.050.000 tonnes

*
**

Les journaux du Caucase du Nord s'irritent du manque d'intérêt que les jeunes montagnards du Caucase témoignent envers les cours de politique du parti. L'esprit de démobilisation qui règne parmi eux a pris l'aspect d'une complète indifférence par rapport à l'enseignement marxiste-léniniste. Des détachements d'étudiants envoyés par « voie de choc » afin de relever l'activité des membres du parti sur place sont revenus convaincus que dans les questions d'éducation marxiste-léniniste la jeunesse s'est à ce point refroidie qu'il est dès maintenant difficile de leur ranimer la flamme qui les rendrait conscients de cette nécessité. La plupart des gens du parti sont principalement occupés à étudier les sciences pures et la technique, prêtant beaucoup d'attention et de temps à leurs intérêts personnels. On juge très sévèrement, également, le fait que ces derniers temps aux réunions de parti les discussions portent de préférence sur des questions d'organisation économique oubliant les thèses de premier plan des congrès et conférences recommandées par Lénine et Staline.

*
**

Le journal *Ekonomitcheskaja Jizn*, de Moscou, donne des détails sur les travaux d'investigation entrepris au Caucase en vue de la construction du transcaucasien. Il s'agit du tracé Gori (en Géorgie) à Dar-Koh (en Ossétie), considéré comme l'une des constructions les plus importantes du deuxième plan quinquennal. Bien qu'une quinzaine d'instituts de recherches prennent part aux travaux, ces derniers s'effectuent avec une lenteur désespérante. Il n'y a personne à qui confier la direction des travaux, les instruments manquent, point de vêtements spéciaux pour les ouvriers dans ces montagnes, point de papier pour dessiner, etc. Ce désordre est loin de répondre à l'importance des travaux, remarque ledit organe.

*
**

On apprend que le Groznepht a nommé une commission spéciale chargée des travaux de prospection dans la région pétrolifère du Daghestan. Des gisements de naphte ont déjà été découverts dans le voisinage de Kaïakent et d'Isberg-Bach, ainsi que dans la région d'Ouïtach jusqu'à la rivière Soulak sur une étendue de 50 kilomètres. Tout fait supposer que le Daghestan peut fournir un minimum de 500.000 tonnes de naphte de bonne qualité par an.

*
**

A partir de l'automne prochain, trois nouveaux instituts pédagogiques nationaux commenceront à fonctionner dans le Caucase du Nord. Ce sont les instituts Ossète, Kabardino-Balkare et Ingoucho-Tchetchène. L'enseignement en langues nationales ne se fera que dans la section littéraire.

Bibliographie

LA GEORGIE ET LE DROIT DES GENS, par le Professeur LOUIS LE FUR
(A. Jedone, éditeur.)

Nul n'était plus qualifié que l'éminent professeur de Droit international à l'Université de Paris, Louis Le Fur, pour dégager en quelques pages, sobres et substantielles, ce qu'il importe de retenir et de connaître de la question géorgienne.

Il jette d'abord un coup d'œil sur l'histoire de la Géorgie et la voilà résumée dans un raccourci saisissant : « La nation géorgienne a vécu indépendante dès les temps les plus reculés de son histoire. La race qui la constitue est une des plus anciennes du monde et, malgré certaines infiltrations inévitables, elle s'est conservée remarquablement pure à travers les siècles. Elle a joué dans l'histoire mondiale un rôle important. Cramponnée à ses montagnes, les plus hautes d'Europe, il lui a fallu à diverses reprises résister aux essais de conquête de grands Empires, la Perse et la Turquie au Sud, la Russie au Nord. Aussi ce peuple de montagnards n'a-t-il pu éviter de subir parfois un joug étranger. L'histoire de la Géorgie est remplie de ses luttes contre l'envahisseur, luttes qui se terminent presque toujours par la libération de ce peuple courageux. Succès et revers, joies et souffrances communes ont fortement contribué à créer l'unité de la nation géorgienne, restée intacte à travers les vicissitudes de son histoire. »

Après cette introduction historique, l'auteur entre dans l'analyse des relations contractuelles de la Géorgie avec l'Empire russe. Il met en relief un fait saisissant : c'est que la Russie a, dans l'espace d'à peu près un siècle, deux fois supprimé la Géorgie en tant qu'Etat souverain, pour la première fois en 1801, en violation du traité de 1783, et pour la seconde fois en 1921, en dépit du traité dûment conclu le 7 mai 1920.

Quelles furent les conséquences juridiques de ces actes criminels ? « Remarquons tout d'abord, dit l'éminent professeur, que l'annexion de la Géorgie n'a jamais été expressément reconnue par les Etats étrangers. Dès l'année 1801, plusieurs puissances étrangères, dont la Grande-Bretagne, la France, la Turquie et la Perse élevèrent au contraire des protes-

tations formelles contre ce fait... En 1856, lors de la guerre de Crimée, la France, la Grande-Bretagne et la Turquie promirent à la Géorgie de lui rendre son indépendance. Au Congrès de Paris de 1856, le Comte Walewski, délégué de la France « annonce que les Puissances alliées demandent de soumettre à un examen spécial l'état des territoires situés à l'Est de la mer Noire ». Cela visait évidemment la Géorgie... Mais le fait capital est que la nation géorgienne n'a jamais accepté l'occupation forcée de la Géorgie. Il est impossible d'énumérer toutes les révoltes et tous les soulèvements du peuple géorgien contre l'envahisseur... En 1907, la nation géorgienne a adressé une pétition à la Conférence de la Paix de La Haye. Elle y revendiquait ses droits et dénonçait l'atteinte qu'y avait portée la Russie. »

Mais tous ces faits n'ont maintenant peut-être qu'un intérêt historique.

Ce qui est d'actualité et d'un palpitant intérêt, c'est la situation actuelle de la Géorgie, situation créée par un deuxième coup de force de l'Empire de proie. Tous les aspects que soulève le problème sont scrupuleusement envisagés par le professeur Le Fur et dans un esprit le plus objectif. Après l'analyse de la Constitution géorgienne, il conclut : « L'existence de l'Etat géorgien ne fait donc aucun doute au point de vue du droit public interne. Au point de vue du droit international public, une série d'actes intervenus depuis 1918 a fixé définitivement le Statut de la Géorgie ». Rien n'est plus net. La Russie a reconnu formellement la Géorgie comme un Etat pleinement souverain et s'est engagé à respecter son indépendance.

La reconnaissance de la Géorgie par la plupart des Etats étrangers l'a fait rentrer dans la communauté des nations; elle est donc redevenue une personne souveraine du droit des gens.

Quelle est la situation juridique actuelle de la Géorgie ? Le professeur Le Fur répond : « Après l'annexion russe de 1801, la Géorgie a cessé, en fait d'être, une personne du droit international. Il n'en est pas tout à fait de même actuellement. Il est vrai que la Géorgie a été de force soviétisée par la Russie... mais cette soviétisation forcée n'a pas été reconnue par la plupart des Etats étrangers. Dans certains d'entre eux, l'ancien Etat géorgien continue à être représenté. Il l'est notamment auprès du Gouvernement français par une Légation installée à Paris. » Mieux encore, dans plusieurs actes internationaux, la reconnaissance de la Géorgie a été explicitement confirmée par les Puissances alliées et associées. « Tous ces actes internationaux, conclut M. Le Fur, par lesquels certains Etats ou la Société des Nations elle-même ont refusé de consacrer la situation de fait créée en Géorgie au mépris de ses droits les plus formels, ont une importance pratique considérable. Ils pourront être invoqués d'abord au jour où se posera la question de l'admission de la Russie dans la Société des Nations... A ce moment, il serait bien difficile à la Société des Nations, après tant de résolutions prises en faveur de la Géorgie, d'éluder la question de son indépendance et de ne pas en imposer la reconnaissance à la Russie. »

Nous recommandons à tous ceux qui s'intéressent à la question géorgienne de lire ce petit livre sobre et élégamment écrit. Il les séduira certainement par la finesse des aperçus juridiques et le souci de dire tout en peu de mots.

G.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

E5114E
1932